

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 878^e
SÉANCE**

(Séance de clôture)

Lundi 17 décembre 1962,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

Points 12, 34, 35, 37 et 84 de l'ordre du jour: Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) <i>[fin]</i> Décennie des Nations Unies pour le développe- ment: rapport du Secrétaire général <i>(fin)</i> Développement économique des pays sous- développés <i>(fin)</i> :	
a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;	
b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;	
c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;	
d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;	
e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;	
f) Décentralisation des activités de l'Organi- sation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales Mesures internationales destinées à com- penser les effets des fluctuations des prix des produits de base <i>(fin)</i> Déclaration du Caire des pays en voie de développement <i>(fin)</i> Adoption du rapport de la Commission. . . .	549
Point 38 de l'ordre du jour: Accroissement démographique et développe- ment économique <i>(fin)</i> Adoption du rapport de la Commission. . . .	550
Points 12, 40, 41 et 78 de l'ordre du jour: Rapport du Conseil économique et social (chap. IV) <i>[fin]</i> Situation et opérations du Fonds spécial <i>(fin)</i> Programmes de coopération technique des Nations Unies <i>(fin)</i> :	
a) Examen des activités;	
b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique;	
c) Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire général Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolu- tion 1746 (XVI) de l'Assemblée générale <i>(fin)</i> Adoption du rapport de la Commission. . . .	550
Clôture des travaux de la Commission	550

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

**POINTS 12, 34, 35, 37 ET 84
DE L'ORDRE DU JOUR^{1/}**

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V
et VI) *[fin]*

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport
du Secrétaire général *(fin)*

Développement économique des pays sous-développés *(fin)*:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance
technique vers les pays en voie de développement: rap-
port du Secrétaire général
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies:
rapport du Comité constitué aux termes de la résolution
1521 (XV) de l'Assemblée générale;
- c) Développement industriel et action des organes des Na-
tions Unies dans le domaine de l'industrialisation;
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie
mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire gé-
néral;
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des
Nations Unies dans les domaines économique et social
et renforcement des commissions économiques régio-
nales

Mesures internationales destinées à compenser les effets
des fluctuations des prix des produits de base *(fin)*

Déclaration du Caire des pays en voie de développement *(fin)*

**ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION
(A/5344)**

1. M. EL BANNA (République arabe unie) signale
que certains amendements présentés oralement par
sa délégation ont été adoptés et sont reproduits dans
le rapport de la Commission (A/5344) sans mention
de leur auteur. C'est notamment le cas pour la
modification figurant à l'alinéa c du paragraphe 114.
M. El Banna demande que le rapport mentionne l'auteur
de ces amendements, car ceux-ci ont une grande
importance pour sa délégation.

2. Mlle SELLERS (Canada) [Rapporteur] répond au
représentant de la République arabe unie que la
pratique adoptée dans l'établissement des rapports
consiste à n'enregistrer que les amendements pré-

^{1/} Les rapports de la Commission concernant les points 36 et 39
de l'ordre du jour, qui faisaient partie du premier groupe des questions
examinées par la Commission, ont été adoptés lors des 852^{ème} et
877^{ème} séances, respectivement.

sentés en due forme, à l'exclusion des propositions orales, à moins que celles-ci n'aient été mises aux voix. Il serait difficile, en raison de leur nombre, de faire mention de toutes les propositions présentées oralement, et une exception à cette règle pourrait rompre l'équilibre du rapport. D'autre part, les comptes rendus analytiques donnent des indications complètes sur l'origine des propositions présentées oralement. Pour ces raisons, le Rapporteur prie le représentant de la République arabe unie de renoncer à sa demande.

3. M. EL BANNA (République arabe unie) retire sa demande.

Le rapport (A/5344) est adopté, sous réserve des corrections de forme qui pourraient encore y être apportées.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Accroissement démographique et développement économique (fin)

ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION (A/5354)

Le rapport (A/5354) est adopté, sous réserve des corrections de forme qui pourraient encore y être apportées.

POINTS 12, 40, 41 ET 78 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. IV) [fin]

Situation et opérations du Fonds spécial (fin)

Programmes de coopération technique des Nations Unies (fin):

- a) Examen des activités;
- b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique;
- c) Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire général

Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1746 (XVI) de l'Assemblée générale (fin)

ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION (A/5360)

4. Mlle SELLERS (Canada) [Rapporteur] indique les corrections de forme qui doivent être apportées au texte anglais du rapport^{2/}.

Le rapport (A/5360) ainsi modifié est adopté, sous réserve des corrections de forme qui pourraient encore y être apportées.

5. M. FUTA (Mali) dit que sa délégation, qui était coauteur du projet de résolution relatif à la question de l'assistance technique au Rwanda et au Burundi (A/C.2/L.716/Rev.1), était absente au moment du vote et désire s'associer à toutes les délégations qui ont voté pour le texte révisé de ce projet de résolution.

^{2/} Le texte de ces corrections a été distribué ultérieurement sous la cote A/5360/Corr.1.

Clôture des travaux de la Commission

6. Le PRESIDENT déclare qu'il a retiré de la discussion générale l'impression qu'au niveau international la plupart des problèmes économiques peuvent être classés en deux catégories: ceux qui ont trait aux relations économiques entre pays en voie de développement et pays développés, et ceux qui ont trait aux relations entre pays développés et qui tiennent notamment à des différences de structure économique et politique, ainsi qu'à la lutte d'intérêts opposés sur les marchés mondiaux.

7. Au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale, la Commission s'est penchée plus particulièrement sur une question où se concentraient les problèmes des deux catégories: la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il est encourageant de constater que les désaccords qui se sont manifestés à ce sujet ont porté non sur la nécessité de convoquer la Conférence, mais bien sur les moyens de la rendre efficace. Pour arriver à sa décision finale, la Commission a dû rechercher un compromis entre la nécessité de réunir la Conférence aussi rapidement que possible en raison du caractère d'urgence qui s'attache aux problèmes du commerce et la nécessité de préparer le terrain avec tout le soin voulu. La décision prise par la Commission est bonne: la convocation de la Conférence ne sera pas indûment retardée et l'on disposera du temps nécessaire pour assurer une préparation suffisante.

8. La Conférence différera de la Conférence sur le commerce et l'emploi qui a rédigé la Charte de La Havane en ce sens que sa tâche principale sera à la fois moins précise et plus fondamentale, car elle devra examiner les causes de l'échec de la structure du commerce international au cours des dernières années et prendre des mesures en vue d'élaborer un système plus viable pour l'avenir, en tenant compte tout spécialement de la nécessité impérieuse d'un développement économique accéléré. L'une de ses tâches fondamentales sera ainsi de rétablir un "marché commun mondial" exempt de discrimination. La réalisation de cet objectif ne sera pas facile. A ce propos, il importera tout particulièrement que le Secrétaire général trouve des points d'entente et d'harmonie entre les vues de tous les pays et qu'il pose les problèmes de façon à unir plutôt qu'à diviser et amène ainsi un certain progrès des politiques pratiquées dans le commerce international.

9. Néanmoins, le succès de la Conférence dépendra en dernière analyse de la réaction des gouvernements aux questions dont ils seront saisis. On compromettrait gravement le succès de la Conférence si l'on voulait s'en tenir strictement aux politiques existantes. Le Président espère donc que les gouvernements procéderont à une analyse et à une révision fondamentale de leur politique commerciale actuelle et détermineront les concessions qu'ils seraient en mesure de faire en réponse aux craintes et à l'appréhension exprimées par beaucoup au sujet des tendances passées du commerce mondial. Pour que la Conférence réussisse, il faut que la collectivité mondiale s'attaque résolument aux tâches et aux problèmes complexes qui se posent en la matière. Une nouvelle structure du commerce international est en train de se forger; si les gouvernements ne font pas preuve du sens des responsabilités, s'ils n'agissent pas dans un esprit d'audacieuse innovation, cette nouvelle structure pourrait bien naître presque par défaut, et résulter

d'un fait accompli imputable à certains groupes de pays. Même si la Conférence n'apporte pas immédiatement de changements radicaux, elle doit établir une base solide pour des transformations et des adaptations à venir, tant en ce qui concerne les relations commerciales entre tous les pays, quel que soit le stade de leur développement ou leur système politique et social, qu'en ce qui concerne les organismes qui régissent ces relations; tel est l'objectif minimum de la Conférence, et c'est un objectif à la portée des participants. Des échanges commerciaux effectués entre toutes les nations sur la base de principes justes et équitables pourraient unir les peuples du monde; les obstacles artificiels qui entravent de tels échanges causent la discorde et contribuent à favoriser l'incompréhension et la méfiance entre les nations.

10. Lorsqu'elle a étudié le point 84 de l'ordre du jour (Déclaration du Caire des pays en voie de développement), la Commission était saisie des conclusions d'une réunion tenue par un grand nombre de ses membres en dehors de l'Organisation, mais traduisant ses préoccupations majeures. De nombreuses délégations qui n'avaient pas participé à la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique ont parlé de ses délibérations dans les termes les plus chaleureux, et ce sentiment a été reflété dans le projet de résolution que la Commission a adopté sur ce point.

11. La deuxième question qui traduit à la fois les intérêts des pays en voie de développement et ceux des pays développés est celle des conséquences économiques et sociales du désarmement et du programme économique du désarmement, question sur laquelle la Commission a adopté à l'unanimité un projet de déclaration présenté conjointement par l'Union soviétique et les Etats-Unis. La place faite à cette question par toutes les délégations souligne à nouveau que la paix et les avantages économiques du désarmement intéressent tous les peuples. L'étude continue de cette question fournit donc son propre élan psychologique et oriente l'humanité vers une tâche plus constructive et plus digne d'efforts: celle d'accélérer notablement le développement économique, que seul le désarmement peut rendre possible. Bien que certains aient estimé que les deux points avaient une portée plus politique qu'économique et n'auraient donc pas dû être retenus par la Commission, le Président estime qu'aucune question économique ne peut être complètement séparée de considérations de politique internationale, et la Commission, en examinant ces deux points et en approuvant la déclaration à l'unanimité, a prouvé encore une fois la validité du principe suivant lequel, malgré les différences des systèmes politiques et économiques, des accords peuvent intervenir s'il existe le désir de négocier et de chercher une solution dans un esprit de compromis. Le Président croit fermement que le fait pour les puissances nucléaires d'exprimer à nouveau leur désir de parvenir à un désarmement général et complet sous un contrôle international effectif constitue en lui-même un pas dans la voie de la réalisation de cet objectif.

12. La Commission a également étudié un certain nombre de propositions suggérant divers moyens qui permettraient d'atteindre le but que constitue le renforcement des efforts des Nations Unies pour aider les pays en voie de développement à parvenir à l'indépendance économique et à des niveaux de vie plus élevés. L'Organisation des Nations Unies

s'est attachée, comme elle se devait de le faire, à accompagner l'accession à l'indépendance d'une action tendant à donner à cette indépendance un contenu économique en formulant les principes de l'indépendance économique dans un contexte d'interdépendance et de coopération internationales. Ce processus de longue haleine, qui a commencé aux sixième et septième sessions de l'Assemblée générale, a conduit à l'adoption du projet de résolution concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Le fait que le désir y soit exprimé de voir les Nations Unies examiner plus avant cette question témoigne de son caractère dynamique.

13. Les recommandations formulées par la Commission au sujet de trois questions principales auxquelles les Nations Unies ont à faire face, à savoir le commerce international, l'utilisation des ressources qui se trouveront libérées à la suite du désarmement et l'établissement des principes de l'indépendance économique, constituent des étapes essentielles dans ses travaux, mais la Commission a adopté également d'autres décisions non moins importantes. Les deux projets de résolution concernant le point 37 de l'ordre du jour (Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base) ont une portée plus limitée, mais n'en démontrent pas moins la façon réaliste et pratique dont la Commission a envisagé les choses au cours de la session. En examinant un projet de résolution qui porte sur les rapports entre l'accroissement démographique et le développement économique, la Commission s'est penchée sur un sujet que beaucoup de ses membres jugeaient très important, mais que d'autres jugeaient très sujet à controverse. Dans un autre projet de résolution, elle a touché un sujet qui éveille beaucoup d'inquiétudes, à savoir la protection des ressources naturelles ainsi que de la flore et de la faune des pays en voie de développement dans le cours de leurs progrès économiques. Enfin, elle s'est occupée d'un certain nombre de propositions tendant à améliorer le mécanisme des Nations Unies dans le domaine économique.

14. Tout au long de ses débats, de l'angoisse et de l'inquiétude ont été exprimées à maintes reprises à propos de l'écart croissant entre les "pays possédants" et les "pays non possédants". Dans un effort tendant à empêcher que cet écart ne continue de croître et dans l'exercice de ce qui est, de l'avis du Président, une des fonctions les plus importantes de la Commission — celle d'orienter la politique de l'Organisation dans les secteurs économique et social —, la Commission a adopté un projet de résolution sur l'action des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. La Commission a également adopté à l'unanimité un projet de résolution sur le rôle de l'ONU dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays sous-développés. On ne pourra disposer de ce personnel en nombre suffisant qu'en intensifiant les efforts fournis par les pays eux-mêmes, ainsi que par l'ONU et les institutions qui lui sont reliées. La formation de cadres techniques ne peut être laissée au hasard, mais elle doit résulter d'un effort consciencieux, ininterrompu et soigneusement mis au point.

15. Dans le projet de résolution concernant le fonds d'équipement des Nations Unies, il est pris note des progrès accomplis récemment en ce qui concerne l'élaboration des statuts de ce fonds. Il y a lieu

d'espérer que le Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies trouvera le moyen de permettre aux Nations Unies de jouer un rôle en matière d'investissements dans un esprit de coopération véritablement multilatérale.

16. L'unanimité s'est également faite sur le projet de résolution concernant la décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales, et le Président espère que le Secrétaire général aura maintenant toute latitude pour étendre ses responsabilités en vue de l'application d'une politique fort importante pour l'accomplissement efficace des tâches de l'Organisation dans les domaines économique et social. Quant aux programmes opérationnels de l'ONU, la fourniture d'une assistance multilatérale et désintéressée aux pays en voie de développement apparaît peut-être, dans la perspective de l'histoire, comme l'une des grandes réussites de l'Organisation. C'est dans la mesure même où la contribution de l'ONU est proportionnellement et quantitativement modeste qu'il faut qu'elle soit de la plus haute qualité.

17. Au cours de la dix-septième session, la Commission a fait de nouveaux progrès vers la réalisation des objectifs que sont la coexistence et la coopération pacifiques. Le niveau élevé de ses discussions et les efforts intensifs des représentants cherchant des solutions de compromis ont donné des résultats remarquables, et notamment l'adoption à l'unanimité de plusieurs résolutions importantes. L'atmosphère des travaux de la Commission a été bonne et la Commission a abordé de façon pratique et réaliste toutes les questions inscrites à son ordre du jour, qui, bien que plus chargé que précédemment, a été examiné dans sa totalité. Un tel résultat n'a été possible que grâce à la coopération entre les membres de la Commission, le Bureau et le Secrétariat.

18. Les divergences de vues qui ont existé au sein de la Commission ont souvent donné lieu à des débats animés, qui ne font que traduire les différences entre gouvernements. Mais l'ONU est le lieu le plus approprié pour examiner ces positions différentes et pour rechercher des solutions de compromis.

19. M. ROUANET (Brésil) propose que le texte in extenso de la déclaration du Président soit reproduit comme document de la Commission.

Il en est ainsi décidé^{3/}.

20. M. FARHADI (Afghanistan), au nom de sa délégation et des délégations de la Birmanie, du Cambodge, de l'Indonésie et de la Yougoslavie, M. HAKIM (Liban), au nom des Etats arabes, M. KANO (Nigéria), au nom des délégations des pays du Commonwealth, M. WATNEBRYN (Norvège), au nom de sa délégation et des délégations de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suède et de la Turquie, M. NYLANDER (Ghana), au nom des pays indépendants d'Afrique et de Madagascar, M. NAHAPPAN (Fédération de Malaisie), au nom des pays membres de l'Association de l'Asie du Sud-Est: Fédération de Malaisie, Philippines et Thaïlande, M. SMID (Tchécoslovaquie), au nom des délégations des pays socialistes, M. AMADOR (Mexique), au nom des délégations des pays d'Amérique latine, M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), M. YAKER (Algérie) et M. MALHOTRA (Népal) rendent hommage au Président pour la compétence, l'autorité et l'impartialité avec lesquelles il a dirigé les débats de la Commission, ainsi qu'au Vice-Président, au Rapporteur et à tous les membres du Secrétariat, qui ont efficacement contribué au succès des travaux de la Commission.

21. Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission des paroles si flatteuses qu'ils ont prononcées à son endroit. Après s'être fait l'interprète du Vice-Président, du Rapporteur et des membres du Secrétariat pour exprimer leur gratitude à tous les représentants qui ont fait leur éloge, il déclare clos les travaux de la Commission.

La séance est levée à 17 h 35.

^{3/} Le texte in extenso de la déclaration du Président a été distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.720.

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES ET DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SONT EN VENTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.
DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE
DU LIVRE ET DE LA PRESSE, Sangmelima.

CONGO (Léopoldville): INSTITUT POLITIQUE
CONGOLAIS
B. P. 2307, Léopoldville.

ETHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

KENYA: THE E.S.A. BOOKSHOP
Box 30167, Nairobi

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

RHODÉSIE DU SUD: THE BOOK CENTRE
First Street, Salisbury.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Alsina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.

LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "A LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A.,
Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancha 1342, 1^o piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

POPULAR BOOKSTORE
1573 Doroteo Jose, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Callyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

NIBONDH & CO., LTD.
New Road, Sikak Phya Sri, Bangkok.

SUKSAPAN PANIT
Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THU
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, I.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES DE LA
PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

BULGARIE: RAZNOIZNOS, I., Tzar Assen, Sofia.

CHYPRE: PAN PUBLISHING HOUSE
10 Alexander the Great Street, Stravolas.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, Kjøbenhavn, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11 Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (VI).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
82, rue du Stade, Athènes.

HONGRIE: KULTURA, P. O. Box 149, Budapest 62.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavik.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et Via Paolo Mercuri 19/B, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSSCHSCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

POLOGNE: PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROUMANIE: CARTIMEX, Str. Aristide Briand 14-18,
P. O. Box 134-135, Bucarest.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZES KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ARTIA LTD., 30 ve Smečkáč,
Praha, 2.

ČESKOSLOVENSKÝ SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaia Ploščad, Moskva.

YOUUGOSLAVIE:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenie.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27 11, Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16 1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

OCÉANIE

AUSTRALIE:
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S.A.

UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.

THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY
Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.

COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.
Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.

MELBOURNE CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED
10 Bowen Street, Melbourne C.1, Vic.

COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.
363 Swanston Street, Melbourne, Vic.

THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A.

UNIVERSITY BOOKROOM
University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.

UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED
Manning Road, University of Sydney, N.S.W.

NOUVELLE-ZÉLANDE
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
Private Bag, Wellington
(et Government Bookshops à Auckland,
Christchurch et Dunedin)

[63F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes,
ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).

Litho in U.N.

Price: \$U.S. 6.00
(or equivalent in other currencies)

77202-August 1963-225